
Troisième session, trentième Législature

Third Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi no 33

Bill No. 33

Loi sur la qualification professionnelle
des entrepreneurs de construction

Building Contractors Vocational
Qualification Act

Première lecture

First reading

M. COURNOYER

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1975



Projet de loi no 33

Loi sur la qualification professionnelle
des entrepreneurs de construction

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) « travaux de construction »: les travaux de fondation, d'érection, d'entretien, de rénovation, de réparation, de modification et de démolition de bâtiments et d'ouvrages de génie civil exécutés sur les lieux mêmes du chantier et à pied d'oeuvre, y compris les travaux préalables d'aménagement du sol;

b) « entrepreneur »: toute personne qui, pour autrui, exécute ou fait exécuter des travaux de construction;

c) « constructeur-propriétaire »: toute personne qui, pour son propre compte, exécute ou fait exécuter des travaux de construction;

d) « licence »: toute licence délivrée en vertu de la présente loi;

e) « ministre »: le ministre du travail et de la main-d'oeuvre;

f) « Régie »: la Régie des entreprises de construction du Québec instituée par la présente loi;

Bill No. 33

Building Contractors Vocational
Qualification Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

DEFINITIONS AND APPLICATION

1. In this act, unless the context indicates a different meaning,

(a) "construction work" means the foundation, erection, maintenance, renewal, repair, alteration and demolition work on buildings and on civil engineering works carried out on the job site itself and in the vicinity thereof, including the preparatory work on the site;

(b) "contractor" means any person who, for another, carries out construction work or causes it to be carried out;

(c) "owner-builder" means any person who, for his own account, carries out construction work or causes it to be carried out;

(d) "licence" means any licence issued under this act;

(e) "Minister" means the Minister of Labour and Manpower;

(f) "Board": the Québec Construction Enterprises Board established by this act;

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet a pour but de protéger le public contre les faillites et de l'assurer que tous les entrepreneurs et constructeurs-propriétaires dans l'industrie de la construction sont à la fois des personnes solvables et compétentes au point de vue technique et administratif.

A cette fin est créée une régie, sous le nom de « Régie des entreprises de construction du Québec », pour voir à la mise à exécution de la loi.

La régie est formée de huit (8) membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Trois (3) membres sont nommés pour dix (10) ans, dont un président et un vice-président.

Les cinq (5) autres membres sont des entrepreneurs nommés pour trois (3) ans parmi les personnes proposées par les associations d'entrepreneurs de l'industrie de la construction.

La régie aura pour fonction d'émettre les licences d'entrepreneurs de construction après vérification de la compétence et de la solvabilité des candidats.

Des garanties financières seront imposées par règlement.

Il y a appel au Tribunal du Travail de toute décision de la régie.

EXPLANATORY NOTES

The object of this bill is to protect the public against bankruptcies and to ensure that all contractors and owner-builders in the construction industry are both solvent and technically and administratively competent.

To that end, a board called the Québec Construction Enterprises Board is created to see that the act is carried out.

The Board will consist of eight (8) members appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

Three (3) members, including the president and the vice-president are to be appointed for ten (10) years.

The five (5) other members will be contractors appointed for three (3) years from the persons proposed by the construction industry contractors' associations.

It will be the Board's duty to issue licences to building contractors after examining the competence and solvency of the candidates.

Financial guarantees will be imposed by regulation.

An appeal will lie to the Labour Court from any decision of the Board.

g) « règlement »: tout règlement adopté par la Régie conformément à la présente loi;

h) « tribunal »: le tribunal du travail institué par le Code du travail.

2. La présente loi ne s'applique pas à un entrepreneur muni d'une licence en vertu de la Loi des électriciens et installations électriques (Statuts refondus, 1964, chapitre 152) ou la Loi des mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus, 1964, chapitre 154), à l'exception de l'article 42 qui s'applique, dans tous les cas, à ces entrepreneurs.

La présente loi s'applique également à ces entrepreneurs pour tous les travaux qui ne sont pas régis par ces deux lois.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, après consultation de la Régie, exclure de l'application de la présente loi certaines catégories de travaux effectués sur le territoire de toute corporation municipale de 5,000 âmes ou moins.

4. La présente loi ne s'applique pas:

a) aux exploitations agricoles mises en valeur habituellement par l'exploitant lui-même ou par moins de trois salariés embauchés de façon continue;

b) aux travaux d'entretien exécutés par des salariés qui font habituellement des travaux d'entretien de bâtiments ou d'ouvrages de génie civil ou qui travaillent à la production dans un établissement;

c) aux travaux de construction de canalisations d'eau, d'égouts, de pavages et de trottoirs et aux autres travaux de même nature, lorsqu'ils sont exécutés par les salariés des communautés urbaines ou régionales et des municipalités;

d) aux travaux de construction qui se rattachent directement à l'exploration ou à l'exploitation d'une mine et qui sont exécutés par les salariés d'entreprises minières;

e) aux travaux de construction qui se rattachent directement à l'exploitation de la forêt et qui sont exécutés par les salariés d'entreprises d'exploitation forestière;

f) aux travaux de construction de lignes de transmission de force exécutés par les salariés de la Commission hydroélectrique de Québec.

(g) "regulation" means any regulation made in conformity with this act by the Board;

(h) "Court" means the Labour Court established by the Labour Code.

2. This act does not apply to a contractor who holds a licence under the Electricians and Electrical Installations Act (Revised Statutes, 1964, chapter 152) or the Pipe-Mechanics Act (Revised Statutes, 1964, chapter 154), except section 42 which applies in every case to such a contractor.

This act also applies to such a contractor for all work not governed by either of such acts.

3. The Lieutenant-Governor in Council after consulting the Board, may exclude certain categories of works carried out on the territory of any municipal corporation of 5,000 souls or less from the application of this act.

4. This act does not apply:

(a) to agricultural operations ordinarily developed by the farmer himself or by fewer than three full-time employees;

(b) to maintenance work carried out by employees ordinarily employed in maintenance work in buildings or on civil engineering works or who are production workers in an establishment;

(c) to construction work on water supply systems, sewers, paving, sidewalks and to other work of the same nature carried out by the employees of urban or regional communities and municipalities;

(d) to construction work directly related to mining exploration or operations carried out by the employees of a mining firm;

(e) to construction work directly related to forest operations, carried out by the employees of forest operations firms;

(f) to construction work on power transmission lines, carried out by the employees of the Québec Hydro-Electric Commission.

SECTION II

RÉGIE DES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION
DU QUÉBEC

5. Un organisme est institué sous le nom, en français, de « Régie des entreprises de construction du Québec » et, en anglais, de « Québec Construction Enterprises Board ».

6. La Régie a pour fonctions de surveiller les activités des entrepreneurs de construction au Québec et, notamment, de délivrer les licences prévues par la présente loi.

7. La Régie est une corporation au sens du Code Civil et elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

Elle peut notamment:

(a) acquérir, posséder, louer, détenir, administrer et aliéner des biens, meubles et immeubles;

(b) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;

(c) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou grever d'une autre charge ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

(d) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;

(e) nonobstant les dispositions du Code Civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, céder ou transporter ses biens meubles ou immeubles, présents ou futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommis, conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations (Statuts refondus 1964, chapitre 275);

(f) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom, soit au nom de fiduciaires;

(g) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

DIVISION II

QUÉBEC CONSTRUCTION
ENTERPRISES BOARD

5. An agency is established under the name of "Régie des entreprises de construction du Québec" in French and of "Québec Construction Enterprises Board" in English.

6. The functions of the Board shall consist of the supervision of the activities of the building contractors of Québec and, in particular, the issuing of licences provided for by this act.

7. The Board is a corporation within the meaning of the Civil Code and is vested with the general powers of such a corporation and with the special powers conferred on it by this act.

It may in particular:

(a) acquire, own, lease, possess, administer, and alienate immoveable and moveable property;

(b) borrow sums of money on its credit by any means recognized by law and in particular by bill of exchange, note or any other negotiable instrument;

(c) hypothecate or pledge its immoveables, give in security or otherwise encumber its moveable property to secure the repayment of its loans or the carrying out of its obligations;

(d) issue bonds or other titles or instruments and sell, exchange, mortgage or pledge them;

(e) notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession, assign or transfer its moveable and immoveable property, present or future, to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by trust deed in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1964, chapter 275);

(f) invest its funds in any manner deemed suitable, either in its own name or in the name of trustees;

(g) accept any gift, legacy or other liberality;

La Régie ne peut cependant acquérir, construire, louer, agrandir, transformer ou aliéner un immeuble sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil; elle ne peut non plus exercer les pouvoirs mentionnés aux paragraphes *b* à *e* sans l'autorisation du ministre.

Tout contrat fait par la Régie sans l'autorisation requise du lieutenant-gouverneur en conseil ou du ministre est nul.

8. La Régie a son siège social dans la ville de Montréal; elle peut toutefois le transporter dans une autre municipalité avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

La Régie a aussi des services dans tout autre endroit jugé nécessaire et elle peut tenir ses séances à tout endroit au Québec.

9. La Régie est formée de huit membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Trois membres sont nommés pour dix ans, dont un président et un vice-président. Ils exercent tous les pouvoirs de la Régie et sont responsables de son administration dans le cadre de ses statuts et des règlements adoptés en vertu de la présente loi.

10. Les cinq autres membres sont des entrepreneurs nommés pour trois ans qui sont désignés parmi les personnes proposées par les associations d'entrepreneurs de l'industrie de la construction. Cependant, le ministre peut toujours exiger que d'autres noms lui soient proposés.

11. Les cinq membres nommés en vertu de l'article 10 siègent sans droit de vote sauf pour l'adoption des statuts de la Régie et des règlements prévus aux articles 64 et 66 et pour la fixation, par règlement, des honoraires exigibles pour la délivrance et le renouvellement des licences.

[[**12.** Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les honoraires, allocations ou traitements ou, selon le cas, les traitements additionnels de chaque membre de la Régie.]]

The Board shall not, however, acquire, build, lease, enlarge, alter or alienate an immovable without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council; nor shall it exercise the powers mentioned in subparagraphs *b* to *e* without the authorization of the Minister.

Any contract made by the Board without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council or of the Minister is void.

8. The Board shall have its corporate seat in the city of Montreal; it may, however, transfer it to another municipality with the approval of the Lieutenant-Governor in Council; such a change shall come into force on publication of a notice to that effect in the *Gazette officielle du Québec*.

The Board shall also have services in any other place considered necessary and may hold its sittings at any place in Québec.

9. The Board shall consist of eight members appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

Three members including the president and the vice-president shall be appointed for ten years. They shall have all the powers of the Board and be responsible for its administration within the framework of its constitution and of the regulations made by virtue of this act.

10. The five other members shall be contractors appointed for three years who shall be designated among the persons proposed by the associations of contractors in the construction industry. However, the Minister may at any time require that other names be proposed.

11. The five members appointed under section 10 shall sit without the right to vote except for the adoption of the constitution of the Board and the regulations provided for in sections 64 and 66 and for the fixing, by regulation, of the duties exigible for the issue and renewal of licences.

[[**12.** The Lieutenant-Governor in Council shall fix the fees, allowances or salary or, where such is the case, the additional salary of each member of the Board.]]

13. Les membres de la Régie restent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

14. Aucun membre de la Régie ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Régie.

Toutefois cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

[[**15.** Au cas d'incapacité d'agir du président de la Régie par suite d'absence ou de maladie, il est remplacé par le vice-président; au cas d'incapacité d'agir d'un autre membre de la Régie par suite d'absence ou de maladie, il peut être remplacé par une personne nommée pour exercer ses fonctions pendant que dure son incapacité; cette personne est nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe ses honoraires, allocations, traitement ou traitement additionnel.]]

16. Le président est directeur général de la Régie.

17. Les trois membres de la Régie nommés en vertu de l'article 9 doivent s'occuper exclusivement du travail de la Régie et des devoirs de leurs fonctions.

18. Le quorum de la Régie est constitué de deux des membres nommés en vertu de l'article 9, dont le président ou, dans le cas prévu à l'article 15, le vice-président.

Toutefois sur toute question prévue à l'article 11, au moins trois des membres nommés en vertu de l'article 10 doivent aussi être présents.

Au cas d'égalité des voix, le président ou, dans le cas prévu à l'article 15, le vice-président a un vote prépondérant.

19. Les décisions de la Régie doivent être rendues par écrit dans les trente jours

13. The members of the Board shall remain in office, notwithstanding the expiry of their terms, until they are reappointed or replaced.

14. No member of the Board shall, under pain of forfeiture of office, have a direct or indirect interest in any enterprise that would put his personal interest in conflict with that of the Board.

However, such forfeiture shall not occur if such interest devolves to him through succession or donation provided that he renounces or disposes of it within the shortest possible delay.

[[**15.** If the president of the Board is unable to act by reason of absence or illness, he shall be replaced by the vice-president; if another member of the Board is unable to act by reason of absence or illness, he may be replaced by a person appointed to carry out his duties while he remains unable to act; such person shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix his fees, allowances, salary or additional salary.]]

16. The president is the general manager of the Board.

17. The three members of the Board appointed under section 9 shall devote their time exclusively to the work of the Board and to the duties of their office.

18. The two members appointed under section 9, including the president or, in the case provided for in section 15, the vice-president, shall constitute a quorum of the Board.

However, on any matter contemplated in section 11, at least three of the members appointed under section 10 must also be present.

In the case of a tie-vote, the president or, in the case provided for in section 15, the vice-president shall have a casting vote.

19. The decisions of the Board must be rendered in writing within thirty days of

de la réception de la demande et être motivées; elles font partie des archives de la Régie.

Au-delà de cette période, le tribunal peut, sur requête d'une partie, rendre l'ordonnance qu'il juge nécessaire pour qu'une telle décision soit rendue dans les meilleurs délais et transmise aux parties.

20. Les procès-verbaux des séances, approuvés par la Régie et certifiés par le président ou le secrétaire, sont authentiques. Il en est de même des documents et des copies émanant de la Régie ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont signés par le président ou le vice-président.

La Loi de la preuve photographique de documents (Statuts refondus, 1964, chapitre 280) s'applique aux documents émanant de la Régie ou faisant partie de ses archives, sauf que nonobstant l'article 2 de ladite loi, ces documents peuvent être détruits dès qu'ils ont été reproduits.

[[**21.** Le secrétaire et les autres personnes à l'emploi de la Régie sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

Il en est de même des inspecteurs nécessaires pour assurer l'observation de la présente loi et des règlements.]]

22. Les inspecteurs ont entrée à toute heure du jour ou de la nuit dans tout chantier de construction ou bâtiment afin de s'assurer de l'observation de la présente loi et des règlements.

23. Les inspecteurs ont également droit d'exiger la production des licences ou autres documents requis par la loi et les règlements, ainsi que tous les renseignements qu'ils peuvent juger nécessaires.

24. Les inspecteurs nommés en vertu de la présente loi doivent faire rapport de leurs activités à la Régie selon les modalités établies par règlement.

25. Les membres de la Régie ainsi que les autres fonctionnaires et employés de la

receipt of the application and be substantiated; they shall form part of the records of the Board.

Beyond such period, the Court, upon a motion of one of the parties may make the order it considers necessary in order that such decision may be rendered with the shortest possible delay and transmitted to the parties.

20. The minutes of the sittings, approved by the Board and certified by the president or by the secretary, are authentic. The same applies to documents and copies emanating from the Board or forming part of its records when they are signed by the president or the vice-president.

The Photographic Proof of Documents Act (Revised Statutes, 1964, chapter 280) applies to documents emanating from the Board or its records with the reservation that, notwithstanding section 2 of the said act, such documents may be destroyed as soon as they have been reproduced.

[[**21.** The secretary and the other persons employed by the Board shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).

The same applies to the inspectors who will be required to ensure that this act and the regulations are complied with.]]

22. The inspectors may enter on any construction site or building, at any hour of the day or night, to ascertain whether this act and the regulations are being complied with.

23. The inspectors shall also be entitled to demand that licences or other documents required by the act and the regulations be produced, as well as any information they consider necessary.

24. The inspectors appointed under this act must make a report of their activities to the Board in accordance with the rules established by regulation.

25. The members of the Board and the other functionaries and employees of the

Régie ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre la Régie ou les membres de la Régie agissant en leur qualité officielle.

Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de l'alinéa précédent.

26. Dans l'exercice de ses pouvoirs la Régie peut, par elle-même ou une personne qu'elle désigne, enquêter sur toute matière de sa compétence.

La Régie, pour ses enquêtes et auditions, a les pouvoirs d'un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

Les parties, aux enquêtes et auditions de la Régie, peuvent comparaître et plaider en personne ou par le ministère d'un avocat et y faire entendre des témoins, lesquels peuvent requérir taxe comme s'ils témoignaient devant la Cour supérieure.

Les brefs de subpoena pour l'assignation des témoins sont signés par le président ou le secrétaire de la Régie.

27. La Régie doit soumettre chaque année au ministre avant la date que ce dernier prescrit, son budget pour l'année financière suivante. Ce budget est sans effet tant qu'il n'est pas approuvé par le ministre.

En cas d'urgence ou de nécessité, le ministre peut autoriser spécialement la Régie à encourir des dépenses qui n'ont pas fait l'objet d'une approbation en vertu du présent article.

28. Lorsque la Régie encourt une dépense qui n'est pas prévue au budget approuvé par le ministre ou qui n'a pas été spécialement autorisée en vertu de l'article 27, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner que les pouvoirs de la Régie soient suspendus pour la période qu'il détermine et nommer un administrateur qui en exerce les pouvoirs. Le lieutenant-gou-

Board cannot be prosecuted for official acts accomplished in good faith in the performance of their duties.

No extraordinary recourse provided for in articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure may be exercised and no injunction may be granted against the Board or members of the Board when acting in their official capacity.

Two judges of the Court of Appeal may, on a motion, annul summarily any writ, order or injunction issued or granted in contravention to the preceding paragraph.

26. In the performance of its duties, the Board may, itself or through a person it designates, inquire into any matter within its jurisdiction.

The Board has, for its inquiries and hearings, the powers of a commissioner appointed under the Public Inquiry Commissions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

The parties may, at inquiries and hearings of the Board, appear and plead in person or through an advocate and present witnesses to testify; such witnesses may require taxation as if they were testifying before the Superior Court.

The writs of subpoena for the summons of witnesses shall be signed by the president or the secretary of the Board.

27. The Board must every year submit its budget for the subsequent fiscal year to the Minister, before the date prescribed by him. Such budget shall be without effect until approved by the Minister.

In case of urgency or necessity, the Minister may give special authorization to the Board to incur expenditures which have not been approved under this section.

28. Where the Board incurs an expenditure not provided for in the budget approved by the Minister or which has not been specially authorized under section 27, the Lieutenant-Governor in Council may order the suspension of the powers of the Board for the time that he determines and appoint an administrator who shall exercise the powers thereof. The Lieutenant-Governor

verneur en conseil peut aussi destituer toute personne qui fait partie de la Régie et qui a autorisé ou approuvé une telle dépense.

29. L'année financière de la Régie se termine le 31 mars de chaque année.

30. La Régie doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, soumettre au ministre un rapport de ses activités pour l'année financière précédente. Le ministre doit déposer ce rapport devant l'Assemblée nationale dans les trente jours de sa réception si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

31. Les livres et comptes de la Régie sont vérifiés par le vérificateur général chaque année et, en outre, chaque fois que le décrète le lieutenant-gouverneur en conseil; les rapports du vérificateur général doivent accompagner le rapport annuel de la Régie.

[[**32.** Les dépenses de la Régie qui ont fait l'objet de l'approbation ou de l'autorisation visée à l'article 27 sont payées à même les deniers votés annuellement à cette fin par la Législature; toutefois, pour l'exercice financier 1975/1976, ces dépenses sont payées à même le fonds consolidé du revenu.]]

SECTION III

LICENCES

33. Nul ne peut utiliser le titre d'entrepreneur, ni exercer en cette qualité, s'il ne justifie de la possession d'une licence à cet effet.

34. Est présumée exercer en qualité d'entrepreneur la personne qui exécute ou fait exécuter des travaux de construction et offre en vente ou en échange le bâtiment ou l'ouvrage concerné, à moins qu'elle ne prouve que les travaux n'ont pas été exécutés dans un but de vente ou d'échange.

Est aussi présumée agir à titre d'entrepreneur la personne qui met en chantier

in Council may also remove from office any person who is a member of the Board and who has authorized or approved such expenditure.

29. The fiscal year of the Board ends on 31 March each year.

30. The Board must, not later than 30 June each year, submit to the Minister a report if its activities for the preceding fiscal year. The Minister must table such report before the National Assembly within thirty days of its receipt if it is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.

31. The books and accounts of the Board shall be audited by the Auditor General every year and also whenever the Lieutenant-Governor in Council so requires; the report of the Auditor General must accompany the annual report of the Board.

[[**32.** The expenditures of the Board which have been the object of the approval or authorization contemplated in section 27 shall be paid out of the moneys voted annually for such purpose by the Legislature; however, for the 1975/1976 fiscal year, such expenditures shall be paid out of the consolidated revenue fund.]]

DIVISION III

LICENCES

33. No one shall use the title of contractor nor act in such capacity unless he proves that he holds a licence to that effect.

34. Every person who carries out construction work or causes it to be carried out and offers for sale or exchange the building or structure concerned is presumed to act as a contractor unless he proves that the work was not carried out in view of sale or exchange.

Every person who commences work on a second structure or building within less

un deuxième ouvrage ou bâtiment dans un intervalle de moins d'un an à compter de la fin des travaux relatifs à un premier ouvrage ou bâtiment.

La fin des travaux s'entend, pour l'application de l'alinéa précédent, de la date à laquelle une construction est prête pour l'usage auquel elle est destinée.

35. Toute licence doit indiquer les catégories de travaux de construction que le titulaire est autorisé à exécuter ou à faire exécuter.

36. Toute demande relative à la délivrance d'une licence est transmise à la Régie dans la forme prescrite par cette dernière; elle doit être accompagnée des documents requis et des droits exigibles.

37. La Régie ou le fonctionnaire qu'elle désigne à cette fin inscrit toute demande de délivrance d'une licence dans un registre spécialement tenu à cet effet.

38. Nulle société ou corporation ne peut obtenir une licence à moins d'y être habilitée par une personne physique qui est membre de la société ou administrateur de la corporation et qui possède les autres qualités requises en vertu de la présente loi.

39. Les personnes physiques doivent, pour pouvoir obtenir une licence ou pour habilitier à cet effet une société ou corporation:

a) démontrer à la Régie qu'elles possèdent l'expérience requise, dans la gestion d'une entreprise de construction ou dans l'exécution de travaux de construction, pour se valoir la confiance du public, ou qu'elles ont l'expérience professionnelle suffisante à cet effet;

b) établir leur solvabilité;

c) avoir été exempt de toute condamnation, dans les cinq ans précédant la demande, pour l'une des infractions prévues aux sous-paragraphes iv et v du paragraphe b de l'article 51.

40. Aucune personne physique ne peut habilitier une société ou corporation à ob-

than one year from the termination of the work relating to the first structure or building is also presumed to act as a contractor.

The termination of the work means, for the application of the preceding paragraph, the date on which the structure is ready for the use intended.

35. Every licence must indicate the categories of construction work that the holder is authorized to carry out or to cause to be carried out.

36. Every application relating to the issue of a licence shall be sent to the Board in the form prescribed by the latter; it must be accompanied with the documents required and the duties exigible.

37. The Board or the officer designated by it for that purpose shall enter every application for the issue of a licence in a register specially kept for that purpose.

38. No partnership or corporation may obtain a licence unless it is qualified to do so through a physical person who is a member of the partnership or a director of the corporation and who possesses the other qualifications required under this act.

39. To obtain a licence or to qualify a partnership or corporation to obtain a licence, a physical person must:

(a) prove to the Board that he has the required experience in the management of construction undertakings or in the carrying out of construction work to warrant the trust of the public or that he has sufficient vocational experience for that purpose;

(b) establish his solvency;

(c) be free of any conviction in respect of any infraction contemplated in subparagraphs iv and v of paragraph b of section 51 for the five years preceding the application.

40. No physical person may qualify a partnership or a corporation to obtain a

tenir une licence si elle n'est majeure et n'a une connaissance d'usage de la langue française pour l'exercice du travail envisagé.

Sous réserve des paragraphes *g* et *h* de l'article 66, une même personne physique ne peut ainsi habilitier à la fois plus d'une société ou corporation ni habilitier une société ou corporation tout en étant titulaire d'une licence.

41. Les sociétés ou corporations doivent, pour pouvoir obtenir une licence:

a) y être habilitées par une personne physique conformément à l'article 38;

b) établir leur solvabilité ou, dans le cas d'une société, celle de chacun de leurs membres;

c) avoir été exempt de toute condamnation, dans les cinq ans précédant la demande, pour l'une des infractions prévues aux sous-paragraphes *iv* et *v* du paragraphe *b* de l'article 51, la même exigence s'appliquant à leurs membres ou administrateurs, suivant qu'il s'agit de corporations ou de sociétés;

d) faire connaître à la Régie leurs structures juridiques ainsi que les noms et domicile de chacun de leurs administrateurs ou associés, suivant qu'il s'agit de corporations ou de sociétés.

42. La personne qui demande une licence doit fournir les garanties financières déterminées par règlement.

43. La personne dont le principal établissement est situé hors du Québec et qui désire exécuter ou faire exécuter des travaux de construction au Québec doit obtenir de la Régie une licence temporaire délivrée selon les règlements et lui permettant d'exécuter ou de faire exécuter ces travaux.

Pour obtenir une licence, son maintien ou son renouvellement, le demandeur doit élire domicile au Québec.

Le demandeur doit fournir un cautionnement conforme à l'article 42 et se soumettre aux autres exigences de la Régie.

44. Lorsqu'il s'agit de sociétés ou de corporations, la licence doit faire mention

licence unless he is of full age and has a working knowledge of the French language appropriate to the work envisaged.

Subject to paragraphs *g* and *h* of section 66, the same physical person shall not so qualify more than one partnership or corporation at the same time nor qualify a partnership or corporation while being a licence holder.

41. A partnership or corporation must, to be entitled to obtain a licence:

(a) qualify for it through a physical person in accordance with section 38;

(b) establish its solvency or, in the case of a partnership, the solvency of each of its members;

(c) be free of any conviction in respect of any infraction contemplated in subparagraphs *iv* and *v* of paragraph *b* of section 51 for the five years preceding the application, the same requirement applying to the members or the directors of the partnership or corporation, as the case may be;

(d) inform the Board of its legal structure and of the name and domicile of each of its directors or partners according as it is a corporation or partnership.

42. Every person applying for a licence must furnish the financial guaranties determined by regulation.

43. Every person whose principal establishment is situated outside the province of Québec and who wishes to carry out construction work or cause it to be carried out in the province of Québec must obtain from the Board a temporary licence issued in accordance with the regulations permitting him to carry out such construction work or cause it to be carried out.

To obtain, retain or renew a licence, the applicant must elect domicile in the province of Québec.

The applicant must give security in conformity with section 42 and conform to the other requirements of the Board.

44. In the case of a partnership or corporation, the licence must mention the

du nom de la personne physique les habilitant.

La licence est incessible.

45. Le titulaire d'une licence qui cesse d'y avoir droit doit en informer par écrit la Régie dans les quinze jours suivant la date où son droit a pris fin.

En cas de décès ou d'incapacité du titulaire d'une licence, cette obligation incombe à l'exécuteur testamentaire, aux héritiers ou légataires, à l'administrateur de la succession, au représentant légal du défunt ou au curateur ou conseil judiciaire de l'incapable, suivant le cas.

46. La personne qui cesse d'habiliter le titulaire d'une licence doit être remplacée dans les soixante jours. En cas de décès, le délai pour son remplacement est porté à trois mois.

Le titulaire d'une licence peut continuer ses activités durant cet intervalle, à moins que la Régie ne suspende sa licence.

En cas de décès, l'exécuteur testamentaire, les héritiers ou légataires, l'administrateur de la succession ou le représentant légal du défunt, selon le cas, peuvent continuer ses activités pour au plus trois mois à compter de la date du décès, à moins de suspension de la licence par la Régie.

47. La fusion, la vente, la cession ou la modification de la raison sociale d'une entreprise ou de la composition d'une société doit être notifiée à la Régie dans les trente jours.

48. La licence expire un an après la date de sa délivrance; elle peut être renouvelée aux conditions prescrites.

La Régie peut toutefois délivrer une licence pour une période moindre si elle juge qu'il y va de l'intérêt public ou pour des raisons d'ordre administratif.

49. La Régie doit tenir un registre où sont inscrits les noms et adresses des titulaires de licences, ceux des personnes habilitant des sociétés ou corporations ainsi que les catégories auxquelles appartiennent les

name of the physical person through whom it qualifies.

Licences shall be untransferable.

45. The holder of a licence who ceases to be entitled thereto must inform the Board in writing within the fifteen days following the date on which his entitlement terminates.

In the case of the death or incapacity of the licence holder, such obligation devolves to the testamentary executor, heirs or legatees, the administrator of the estate, the legal representative of the deceased or to the curator or judicial adviser of the incapable person, as the case may be.

46. The person who ceases to qualify the holder of a licence must be replaced within sixty days. In the case of death, the delay for his replacement is extended to three months.

The holder of a licence may carry on its activities during such interval unless the Board has suspended the licence of such holder.

In the case of death, the testamentary executor, the heirs or legatees, the administrator of the estate or the legal representative of the deceased, as the case may be, may carry on its activities for not more than three months from the date of death, unless the licence is suspended by the Board.

47. The amalgamation, sale, transfer or change of name of a firm or of partners of a partnership must be notified to the Board within thirty days.

48. Every licence shall expire one year after the date of its issue; it may be renewed on the conditions prescribed.

The Board may, however, issue a licence for a lesser period if it considers it in the public interest, or for administrative reasons.

49. The Board must keep a register in which the names and addresses of licence holders and of persons qualifying partnerships or corporations shall be entered, together with the categories of the licences.

licences. En outre, la Régie doit faire publier la liste des titulaires de licences chaque année dans la *Gazette officielle du Québec*. Cette publication doit avoir lieu avant la fin du mois de février.

50. Les droits perçus pour la délivrance et le renouvellement des licences sont remis par la Régie au ministre des finances.

SECTION IV

ANNULATION ET SUSPENSION DES LICENCES

51. Sur plainte écrite, la Régie peut suspendre ou annuler toute licence s'il lui est démontré:

a) que le titulaire ne remplit plus les conditions nécessaires à la délivrance de la licence;

b) que le titulaire, l'un des administrateurs de la corporation ou l'un des membres de la société:

i. est insolvable au sens de la Loi sur la faillite (Statuts du Canada) et que cela porte atteinte à la solvabilité de la corporation ou de la société;

ii. ne satisfait pas aux exigences de la présente loi ou des règlements relatives aux cautionnements et garanties financières que doivent fournir les titulaires de licences;

iii. a enfreint la présente loi ou les règlements adoptés pour son application;

iv. a été reconnu coupable, par une cour de juridiction criminelle ayant compétence, d'une négligence criminelle qui a causé la mort ou des lésions corporelles à un travailleur;

v. a été reconnu coupable, par une cour de juridiction criminelle ayant compétence, de fraude, de malversation ou de détournement de fonds.

52. La Régie peut également révoquer une licence délivrée ou renouvelée sur la foi de fausses déclarations ou de dénaturation des faits de la part du titulaire. Elle ne peut, en ce cas, délivrer une nouvelle licence au titulaire avant que cinq années se soient écoulées à compter de la date de la révocation.

In addition, the Board must cause the list of licence holders to be published every year in the *Gazette officielle du Québec*. Such publication must be made before the end of the month of February.

50. The duties collected for the issue and renewal of licences shall be remitted to the Minister of Finance by the Board.

DIVISION IV

CANCELLATION AND SUSPENSION OF LICENCES

51. Upon a written complaint, the Board may suspend or cancel any licence if it is established to its satisfaction:

(a) that the holder no longer fulfils the conditions necessary to the issue of the licence;

(b) that the holder, one of the directors of the corporation or one of the members of the partnership:

i. is insolvent within the meaning of the Bankruptcy Act (Statutes of Canada) and that the solvency of the corporation or partnership is thereby threatened;

ii. does not meet the requirements of this act or the regulations respecting the securities and financial guaranties which licence holders must furnish;

iii. has infringed this act or the regulations adopted for its application;

iv. has been found guilty by a court of competent criminal jurisdiction of criminal negligence causing death or bodily harm to a worker;

v. has been found guilty, by a competent court of criminal jurisdiction, of fraud, fraudulent misuse or misappropriation of funds.

52. The Board may also cancel any licence issued or renewed through misrepresentation or distortion of facts by the holder. It shall not, in such case, issue a new licence to the holder before the expiry of five years from the date of the cancellation.

53. Tout intéressé peut demander à la Régie de réviser toute décision qu'elle a rendue et dont il n'a pas été interjeté appel au tribunal:

a) pour faire valoir des faits nouveaux qui, s'ils avaient été connus en temps utile, auraient pu justifier une décision différente;

b) lorsque, partie au litige, il n'a pu, pour des raisons jugées suffisantes, se faire entendre;

c) pour faire corriger quelque erreur matérielle.

La demande à cet effet doit être adressée à la Régie, par lettre recommandée, dans les trente jours de la date à laquelle la décision a été rendue.

54. Tout intéressé peut en appeler au tribunal de toute décision rendue par la Régie.

L'appel doit être formé dans les trente jours de la date à laquelle la décision a été rendue au moyen d'un avis énonçant:

a) le nom et le domicile du requérant;

b) la date et la nature de la décision de la Régie;

c) les faits pertinents;

d) les conclusions recherchées.

55. Le tribunal siégeant en appel peut confirmer, modifier ou infirmer toute décision qui lui est soumise et rendre la décision qui, à son jugement, aurait dû être rendue en premier lieu.

Toute décision rendue par le tribunal est sans appel.

SECTION V

FAILLITE

56. Toute licence devient nulle du seul fait de la faillite de son titulaire; il en est de même en cas de faillite de la personne physique habilitant le titulaire à détenir la licence.

Toutefois, la Régie peut délivrer au syndic de faillite ou au liquidateur, suivant le cas, une licence temporaire l'autorisant à parachever les travaux visés par cette licence temporaire.

53. Every interested person may request the Board to revise any decision it has rendered which has not been appealed to the Court:

(a) to present new facts which, if they had been known in due time, could have warranted a different decision;

(b) when, being a party to the dispute, he was not able, for reasons considered sufficient, to be heard;

(c) to rectify any clerical error.

The application to that effect must be sent to the Board by registered letter within thirty days of the date of the rendering of the decision.

54. Every interested person may appeal to the Court from any decision rendered by the Board.

The appeal must be lodged within thirty days of the date of the rendering of the decision by a notice stating:

(a) the name and domicile of the appellant;

(b) the date and nature of the decision of the Board;

(c) the pertinent facts;

(d) the conclusions sought.

55. The Court sitting in appeal may confirm, vary or quash any decision referred to it and render the decision which in its opinion should have been rendered in first instance.

Every decision rendered by the Court is final.

DIVISION V

BANKRUPTCY

56. Every licence becomes void by the sole fact of the bankruptcy of its holder; the same applies in the case of the bankruptcy of the physical person who qualifies the holder to hold the licence.

However, the Board may issue to the trustee in bankruptcy or the liquidator, as the case may be, a temporary licence authorizing him to complete the work contemplated by such temporary licence.

57. Pour l'application de la présente loi:

a) une personne est en faillite lorsqu'une ordonnance de séquestre est rendue contre elle en vertu de la Loi sur la faillite (Statuts du Canada), lorsqu'elle fait une cession au sens de ladite loi, et, s'il s'agit d'une corporation, lorsqu'une ordonnance de liquidation est rendue contre elle, en vertu de la Loi concernant la liquidation des compagnies insolubles (Statuts du Canada), pour cause d'insolvabilité au sens de ladite loi;

b) une société est en faillite lorsqu'une ordonnance de séquestre est rendue contre l'un de ses sociétaires en vertu de la Loi sur la faillite (Statuts du Canada) ou lorsqu'un de ses sociétaires fait une cession au sens de ladite loi.

58. La Régie peut annuler une licence dans le cas d'une proposition, au sens de la Loi sur la faillite (Statuts du Canada), faite par son titulaire ou par la personne qui l'habilite à détenir la licence ou, s'il s'agit d'une société, par l'un de ses sociétaires.

Toutefois, elle peut délivrer au titulaire une licence temporaire l'autorisant à parachever les travaux visés par cette licence temporaire.

Si la proposition n'est pas approuvée ou est annulée conformément à ladite loi, la licence temporaire devient caduque.

La licence ne peut être renouvelée par la suite que si le proposant satisfait aux conditions de la proposition conformément à ladite loi.

59. Sous réserve des règlements, un failli ou une personne qui est ou a été dans les trois mois précédant la faillite, administrateur de la compagnie concernée, ou membre de la société concernée, ne peut recevoir de licence avant trois ans à compter de la date de la faillite. Toutefois dans le cas où la loi pourvoit à la libération du débiteur, le délai d'interdiction prend fin lorsque la libération est effectivement obtenue, et que sont accomplies les conditions fixées par le tribunal compétent.

La même règle s'applique à une société ou corporation en cas de faillite de la personne qui l'habilite à détenir une licence.

57. For the application of this act:

(a) a person is bankrupt when a receiving order is made against him under the Bankruptcy Act (Statutes of Canada), when he makes an assignment within the meaning of the said act, and, in the case of a corporation, when a winding-up order is granted against it, under the Act respecting the winding-up of insolvent companies (Statutes of Canada), for insolvency within the meaning of the said act;

(b) a partnership is bankrupt when a receiving order is granted against one of its partners under the Bankruptcy Act (Statutes of Canada), or when one of its partners makes an assignment within the meaning of the said act.

58. The Board may cancel a licence in the case where a proposal, within the meaning of the Bankruptcy Act (Statutes of Canada), made by its holder or by the person who qualifies it to hold the licence or, in the case of a partnership, by one of its partners.

However, it may issue the holder a temporary licence authorizing him to complete the work covered by such temporary licence.

If the proposal is not approved or is cancelled in accordance with the said act, the temporary licence lapses.

The licence shall not be renewed subsequently unless the person making the proposal fulfils the conditions of the proposal in accordance with the said act.

59. Subject to the regulations, no person who is bankrupt or is, or, within the three months preceding a bankruptcy, was, a director of the company concerned, may be granted a licence before three years from the date of the bankruptcy. However, in the cases where the law provides for the discharge of the debtor, the period of prohibition is terminated when the discharge is effectively obtained and the conditions fixed by the competent court have been met.

The same rule applies to a partnership or corporation in the case of the bankruptcy of the person who qualifies it to hold a licence.

60. Cependant, la Régie peut délivrer plus tôt une licence à une personne si la faillite est étrangère aux activités visées par la licence et n'est pas imputable à cette personne.

61. Aucune licence ne peut être délivrée à un individu qui a été condamné à l'emprisonnement pour une infraction à la Loi sur la faillite, avant que cinq années se soient écoulées depuis la date de la condamnation.

SECTION VI

LES CONSTRUCTEURS-PROPRIÉTAIRES

62. Sauf dispositions contraires, tout constructeur-proprétaire doit obtenir une licence avant d'entreprendre des travaux de construction, sauf s'il fait exécuter les travaux par un entrepreneur général muni d'une licence.

Un entrepreneur général s'entend, pour l'application de l'alinéa précédent, d'un entrepreneur dont l'activité principale consiste à organiser ou à coordonner des travaux de construction dont l'exécution est confiée à des personnes sous ses ordres ou des entrepreneurs.

63. Cette licence s'obtient sur paiement des droits exigibles et aux autres conditions fixées par la loi et les règlements. Elle est limitée aux travaux envisagés et à leur durée.

64. La Régie peut déterminer par règlement les cas où les constructeurs-proprétaires sont exemptés de l'obligation d'obtenir une licence.

65. Les autres dispositions de la présente loi s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la licence visée à l'article 62.

SECTION VII

RÈGLEMENTS

66. La Régie peut édicter des règlements pour:

60. Nevertheless, the Board may issue a licence to a person earlier if the bankruptcy is not related to the activities contemplated by the licence and is not imputable to such person.

61. No licence may be issued to a person who has been sentenced to imprisonment for an offence against the Bankruptcy Act, before the expiry of five years from the date of the sentence.

DIVISION VI

OWNER-BUILDERS

62. Unless otherwise provided every owner-builder must obtain a licence before undertaking construction work, except where he has a licensed general contractor execute the work.

For the application of the preceding paragraph, the expression "general contractor" means a contractor whose principal activity consists of organizing or coordinating construction work entrusted to persons under his orders or to contractors to execute.

63. Such licence is obtained upon payment of the duties exigible and upon such other conditions as are fixed by law and the regulations. It is limited to the work envisaged and to the duration of such work.

64. The Board may determine by regulation the cases where owner-builders are exempt from the obligation to obtain a licence.

65. The other requirements of this act apply *mutatis mutandis* to the licence contemplated in section 62.

DIVISION VII

REGULATIONS

66. The Board may make regulations:

a) fixer les frais d'enquête à la charge des personnes qui ont fait l'objet d'une enquête;

b) déterminer les qualités que doivent posséder les personnes qui demandent la délivrance ou le renouvellement de licences ainsi que les conditions qu'elles doivent remplir à cet effet et les renseignements qu'elles doivent alors fournir;

c) déterminer la forme et le montant de tout cautionnement exigé en vertu de la présente loi;

d) déterminer les renseignements qui peuvent être exigés des titulaires de licences;

e) déterminer les garanties financières exigibles des personnes qui demandent des licences;

f) déterminer les catégories de licences, notamment les licences d'entrepreneur général et d'entrepreneur spécialisé, de même que les conditions et les restrictions relatives à chaque catégorie;

g) permettre aux individus d'habilitier plus d'une société ou corporation à obtenir une licence;

h) permettre aux individus de détenir une licence tout en habilitant une société ou une corporation à obtenir une licence;

i) accorder aux inspecteurs tout pouvoir qu'elle juge nécessaire pour assurer l'application de la présente loi;

j) déterminer la forme et le contenu des rapports que les inspecteurs doivent faire à la Régie;

k) généralement, la mise à exécution de la présente loi.

67. Les règlements sont transmis au ministre et soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier tout règlement après consultation de la Régie.

Tout règlement, avant d'être approuvé, doit être précédé d'un projet publié dans la *Gazette officielle du Québec*, avec un avis spécifiant que toute objection à son approbation doit être formulée dans les trente jours.

Le ministre peut ordonner la tenue d'une enquête sur le bien-fondé de toute objection formulée à la suite de cet avis.

(a) to fix the investigation costs payable by persons concerning whom an investigation has been made;

(b) to determine the qualifications required of a person applying for the issue or renewal of a licence and the conditions he must fulfil for such purpose and the information he must then furnish;

(c) to determine the form and amount of any security exigible under this act;

(d) to determine the information which may be required from licence holders;

(e) to determine the financial guaranties exigible from persons applying for a licence;

(f) to determine the categories of licences, in particular, general contractor's and specialized contractor's licences, and the conditions and restrictions relating to each category;

(g) to allow an individual to qualify more than one partnership or corporation to obtain a licence;

(h) to enable individuals to hold a licence while qualifying a partnership or a corporation to obtain a licence;

(i) to grant to inspectors any power it considers necessary for the application of this act;

(j) to determine the form and tenor of the reports which the inspectors must make to the Board;

(k) for the carrying out of this act generally.

67. The regulations shall be forwarded to the Minister and submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval.

The Lieutenant-Governor in Council may amend any regulation after consulting the Board.

Before receiving approval, every regulation must be preceded by a draft regulation published in the *Gazette officielle du Québec* with a notice that any objection to approval of the regulation must be made within thirty days.

The Minister may order the holding of an inquiry into the merits of any objection made following that notice.

Après expiration du délai ou, le cas échéant, après la tenue de l'enquête précitée, le lieutenant-gouverneur en conseil approuve, avec ou sans modification, le règlement.

Les règlements entrent en vigueur sur publication d'un avis de leur approbation dans la *Gazette officielle du Québec* ou à compter de toute date ultérieure qui y est mentionnée.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi, sur la recommandation du ministre, adopter lui-même, abroger ou modifier tout règlement après consultation de la Régie quand il est d'avis que l'intérêt public l'exige.

La Régie n'existe qu'à compter de la date de publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis d'approbation de ses statuts par le lieutenant-gouverneur en conseil ou à compter de toute date ultérieure qui y est mentionnée.

La publication de l'avis crée une présomption irréfragable établissant la légalité de tous les procédés relatifs à la formation et à l'existence de la Régie.

68. Sous réserve de l'article 49, les documents et autres renseignements fournis par le demandeur ou le titulaire d'une licence en vertu de la présente loi et des règlements sont confidentiels.

SECTION VIII INFRACTIONS ET PEINES

69. Commet une infraction la personne qui:

a) fait une fausse déclaration lors d'une demande de délivrance d'une licence;

b) fait une fausse entrée dans un registre, falsifie un document prescrit par la présente loi, ou fait usage d'une telle entrée ou d'un tel document, alors qu'elle en connaît la fausseté;

c) entrave ou tente d'entraver un inspecteur ou toute autre personne, manque de se conformer à un ordre reçu ou autrement met obstacle à l'exercice de leurs fonctions en vertu de la présente loi;

d) viole une prescription de la présente loi ou d'un règlement adopté sous son autorité.

After the delay has expired, or after the aforementioned inquiry has been held, as the case may be, the Lieutenant-Governor in Council shall approve the regulation, with or without amendment.

The regulations shall come into force upon publication of a notice of their approval in the *Gazette officielle du Québec* or from any later date mentioned therein.

The Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister, may also make regulations himself, and repeal or amend any regulation after consulting the Board when he considers that the public interest demands it.

The Board shall exist only from the date of publication in the *Gazette officielle du Québec* of a notice of approval of its statutes by the Lieutenant-Governor in Council or from any later date mentioned therein.

The publication of the notice creates an irrebuttable presumption establishing the legality of all proceedings regarding the formation and existence of the Board.

68. Subject to section 49, the documents and other information furnished by the applicant or the holder of a licence under this act and the regulations are confidential.

DIVISION VIII OFFENCES AND PENALTIES

69. Every person is guilty of an offence who:

(a) makes a false declaration in an application for the issue of a licence;

(b) makes a false entry in a register, falsifies a document prescribed by this act, or uses such an entry or such a document, when he knows it is false;

(c) hinders or attempts to hinder an inspector or any other person, fails to comply with an order received or otherwise prevents them from carrying out their duties under this act;

(d) infringes a prescription of this act or of a regulation made thereunder.

70. Commet une infraction le titulaire d'une licence qui:

a) abandonne ou interrompt sans motif légitime des travaux de construction en cours, causant par là préjudice aux intéressés;

b) par suite de fraude, de malversation ou de détournement de fonds de sa part, cause un dommage à autrui;

c) sert de prête-nom à une tierce personne qui ne possède pas de licence afin que cette dernière exécute ou fasse exécuter des travaux de construction.

71. Quiconque commet une infraction prévue aux articles 69 et 70 est passible, si aucune autre peine n'est prévue pour cette infraction, en outre du paiement des frais:

a) dans le cas d'un individu, d'une amende d'au plus \$500;

b) dans le cas d'une corporation, d'une amende d'au plus \$1,000;

c) pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende dont le montant doit être égal au double du maximum des amendes prévues aux paragraphes *a* et *b*, selon le cas.

72. Quiconque enfreint l'article 33 ou 62 commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais:

a) dans le cas d'un individu, d'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$1,000;

b) dans le cas d'une corporation, d'une amende d'au moins \$1,000 et d'au plus \$2,000 pour chaque jour ou partie de jour que dure l'infraction.

73. Est partie à une infraction et passible de la peine prévue au même titre que la personne qui la commet, toute personne qui aide à la commettre ou conseille de la commettre.

Lorsqu'une infraction est commise par une corporation, est coupable de l'infraction le directeur, l'administrateur, le dirigeant ou le gérant qui, de quelque manière, approuve l'acte qui constitue l'infraction ou qui y acquiesce.

74. Toute cession d'une licence contrairement à l'article 44 ou toute violation ou omission de se conformer aux articles

70. Every holder of a licence is guilty of an offence who:

(a) ceases or interrupts, without legitimate reason, construction work in progress, so causing prejudice to the interested persons;

(b) by fraud, malversation or fraudulent misuse of funds on his part causes damage to other persons;

(c) lends his name to a third person who does not hold a licence in order that such person carry out construction work or cause it to be carried out.

71. Every person who is guilty of an offence contemplated in sections 69 and 70 is liable, if no other penalty is provided for such offence, in addition to payment of the costs:

(a) in the case of an individual, to a fine of not more than \$500;

(b) in the case of a corporation, to a fine of not more than \$1,000;

(c) for every subsequent offence within two years, to a fine the amount of which must be equal to twice the maximum fine provided for in paragraph *a* or *b*, as the case may be.

72. Every person who infringes section 33 or 62 is guilty of an offence and liable, in addition to payment of the costs:

(a) in the case of an individual, to a fine of not less than \$500 nor more than \$1,000;

(b) in the case of a corporation, to a fine of not less than \$1,000 nor more than \$2,000 for each day or part of a day during which the offence continues.

73. Every person who aids in or counsels the committing of an offence is a party thereto and liable to the same penalty as that provided for the person who commits the offence.

When a corporation is guilty of an offence, every director, administrator, officer or manager who, in any manner, approves the act constituting the offence or acquiesces therein is guilty of the offence.

74. Every transfer of a licence contrary to section 44, and every contravention of or omission to comply with section 45, 46

45, 46 et 47 annule de plein droit la licence ou la licence temporaire selon le cas.

En outre, le contrevenant est passible des pénalités prévues par la présente loi.

75. Les peines prévues par la présente loi sont imposées sur poursuite sommaire, suivant la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35).

La deuxième partie de ladite loi s'applique à ces poursuites.

76. Les poursuites pénales en vertu de la présente loi sont intentées par la Régie ou par une personne autorisée par elle à cette fin.

Les amendes prévues par la présente loi sont versées au fonds consolidé du revenu.

77. Aucune preuve n'est recevable pour établir qu'une enquête a été faite ou une poursuite intentée à la suite d'une plainte ou pour en identifier l'auteur.

78. Outre les poursuites pénales prévues ci-dessus, une action peut être intentée par la Régie ou une personne autorisée par elle à cette fin devant un tribunal de juridiction civile compétent pour recouvrer les droits payables en vertu de la présente loi et des règlements.

SECTION IX

DISPOSITIONS DIVERSES

79. La Régie accorde, sur demande et après paiement des droits exigibles, à toute personne qui agit à titre d'entrepreneur au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi une licence appropriée à la catégorie de travaux de construction qu'elle exécutait généralement avant la date d'entrée en vigueur.

Toutefois, ces entrepreneurs doivent en faire la demande par écrit à la Régie dans les six mois de l'entrée en vigueur de la présente loi.

A l'expiration de cette première licence, ces entrepreneurs doivent remplir toutes les conditions de la présente loi et des règlements pour obtenir son renouvellement.

or 47 shall cancel of right the licence or temporary licence, as the case may be.

In addition, the contravener is liable to the penalties provided by this act.

75. The penalties provided by this act shall be imposed upon summary proceedings, in accordance with the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35).

Part II of the said act applies to such proceedings.

76. Every penal proceeding under this act shall be instituted by the Board or a person authorized by it for such purpose.

The fines provided for by this act shall be paid into the consolidated revenue fund.

77. No evidence is admissible to establish that an investigation has been made or a proceeding instituted following a complaint or to identify the author thereof.

78. In addition to the penal proceedings provided for hereinabove, an action may be instituted by the Board or a person authorized by it for such purpose before a competent court of civil jurisdiction in recovery of the duties payable under this act and the regulations.

DIVISION IX

MISCELLANEOUS

79. The Board, upon demand and following payment of the required duties, shall grant to every person acting as a contractor at the coming into force of this act the appropriate licence for the category of construction work generally carried on by him before the date of the coming into force.

However, such a contractor must apply in writing to the Board for the licence within six months of the coming into force of this act.

When that first licence expires, the contractor must fulfil all the conditions imposed by this act and the regulations to have it renewed.

30. Aucune licence n'est exigible à l'égard des travaux de construction d'un ouvrage ou bâtiment commencés par un constructeur-propriétaire avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi et terminés dans les six mois de cette date.

31. Le ministre du travail et de la main-d'œuvre est chargé de l'application de la présente loi.

32. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des articles exclus par cette proclamation lesquels entreranno en vigueur à une date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

30. No licence is required for construction work on a structure or building begun by an owner-builder before the date of the coming into force of this act and terminated within six months of that date.

31. The Minister of Labour and Manpower shall be entrusted with the carrying out of this act.

32. This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, except the sections excluded by such proclamation, which shall come into force on a later date that may be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

